

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT PORTANT SUR UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES PAR LA SOCIÉTÉ RECYCLEO SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'EOLE-EN-BEAUCE

(AIOT : 0100015329)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L.512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;
- VU** la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;
- VU** l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;
- VU** la demande déposée le 27 février 2023, complétée le 15 mai 2023 par la société RECYCLEO, dont le siège social est situé 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris, concernant une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune d'Éole en Beauce, et pour l'aménagement de certaines prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les aménagements projetés ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 juin 2023 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** le registre des observations du public dans le cadre de la consultation du public entre le 3 juillet 2023 et le 31 juillet 2023 ;
- VU** l'absence d'avis du conseil municipal d'Éole-en-Beauce consulté entre le 3 juillet 2023 et le 31 juillet 2023 ;
- VU** l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** l'avis réputé émis du président de la communauté de communes Cœur de Beauce compétent en matière d'urbanisme sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** la décision tacite de refus née le 5 décembre 2023 ;
- VU** l'avis du conseil départemental d'Eure et Loir en date du 5 avril 2023 ;
- VU** le rapport du 28 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'envoi au pétitionnaire du projet d'arrêté d'enregistrement et du rapport de l'UD DREAL, par mail du 02 décembre 2024 l'informant de la date de la réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologique (CODERST) et de la possibilité de s'y faire entendre ou de désigner, à cet effet, un mandataire et d'y présenter à sa demande les observations, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du Code de l'environnement ;
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 10 décembre 2024 au cours duquel le pétitionnaire a été entendu ou a eu la possibilité d'être entendu ;

CONSIDÉRANT que les demandes, exprimées par la société RECYCLEO d'aménagements des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 12 décembre 2014 (article 15) ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions de l'article 2.2 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'avis formulé par le conseil départemental d'Eure et Loir nécessite une réponse et des travaux préliminaires à l'ouverture de l'installation de stockage de déchets inertes objet du présent arrêté, des prescriptions complémentaires figurent à l'article 2.1 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera remis en état agricole ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en particulier que la société RECYCLEO a répondu aux observations de la société MEAC, voisine des parcelles objet de la demande de la société RECYCLEO ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT les objectifs du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 ;

CONSIDÉRANT les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Loir ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

TITRE I. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société RECYCLEO, représentée par Monsieur Serge MARTEL DE LA CHESNAYE, dont le siège social est situé 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris, faisant l'objet de la demande susvisée déposée le 27 février 2023 et complétée le 15 mai 2023, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune d'Éole-en-Beauce, RD12 les Trois Muids. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

La décision tacite de refus née le 5 décembre 2023 est abrogée.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)
2760	3	E ⁽¹⁾	Installations de stockage de déchets inertes

(1) E = enregistrement

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations enregistrées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles cadastrales	
	Parcelles	Superficie
Eole en Beauce	412 ZK 0015, 412 ZK 0017, 412 ZK 0020, 412 ZK 0032, 412 ZT 0002 pp- et 412 Z0 0041 pp CH	313 355 m ²

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.2.4. INFORMATION D'AVANCEMENT DU PROJET

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier d'aménagement.

De même, **dès la mise en service industrielle des installations**, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 27 février 2023, complétée le 15 mai 2023.

CHAPITRE 1.4. MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage agricole.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales applicables du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

TITRE II. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Avant la mise en service de l'installation de stockage de déchets inertes, l'exploitant devra :

- proposer un plan de circulation afin d'organiser les apports via un itinéraire nord (RN154-RD17) dans le but de limiter le flux de poids-lourds sur la RD12 entre Allaines et Éole en Beauce ;
- organiser une réunion avec le conseil départemental d'Eure et Loir afin de travailler sur les accès à l'installation et sur la structure de la RD353-5. Le cas échéant, des aménagements seront proposés par l'exploitant et soumis à la validation du conseil départemental d'Eure-et-Loir. Le financement des études et des travaux éventuels seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées sera tenue informée des dates des réunions. Les comptes rendus des réunions, rédigés par l'exploitant et validés par le conseil départemental d'Eure et Loir sont transmis à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Avant toute admission de déchets de terre non issues de sites contaminés (code déchet 17 05 04) ayant fait l'objet d'un test de lixiviation suivant la norme NF EN 12457-2, l'exploitant s'assure de l'absence d'impact supplémentaire pour l'environnement et la santé. A cet effet, l'exploitant réalise une étude comportant un volet hydrogéologique justifiant de l'acceptabilité de ces déchets en remblai. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces terres, présentant des sur-concentrations d'origine naturelle, peuvent être admises sur l'installation de stockage de déchets inertes sous réserve de la mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable et qu'elles ne présentent aucune des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Des contrôles aléatoires sur les matériaux ayant fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable conforme sont réalisés par l'exploitant.

Ces contrôles portent sur les lots dont la concentration d'un ou plusieurs paramètres sont compris entre les valeurs mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, et celles mentionnées au présent article.

Ces contrôles sont réalisés selon les fréquences suivantes :

- systématiquement pour les chantiers d'une capacité supérieure à 500 m³ ;
- par tranche de 5 000 m³, pour les chantiers supérieurs à 5 000 m³.

L'exploitant aménage une aire de stockage temporaire des déchets en cours d'analyses, dont la mise en stockage définitif est conditionnée au retour de résultats d'analyses conformes. Cette aire est correctement délimitée et balisée pour cet usage.

En cas d'écart à la déclaration d'acceptation préalable, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de sa situation.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3.3. PUBLICITÉ

La présente décision sera notifiée à l'exploitant par voie administrative.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté préfectoral d'enregistrement est déposée à la mairie d'Eole-en-Beauce, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Eole-en-Beauce, commune d'implantation du projet, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Une copie de l'arrêté est adressée au conseil municipal et aux autorités locales ayant été consultés en application de l'article R. 512-46-11 ;
- Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3.4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLE L. 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Orléans situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex) ou hiérarchique (adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia – 92055 La Défense CEDEX), dans le délai de deux mois.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 3.5. EXÉCUTION – AMPLIATION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire d'Éole-en-Beauce, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **24 JAN. 2025**

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN